



## **Les agents des Impôts et du Trésor en grève le jeudi 23 septembre**

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, le projet gouvernemental de réforme des retraites vise avant tout à abaisser le niveau des pensions pour favoriser le développement des systèmes d'épargne retraite par capitalisation. Or ce choix n'est pas assumé.

### Les enjeux sont les suivants :

- soit l'on diminue le montant des pensions, ce qui provoquera une hausse de la pauvreté des retraités,
- soit l'on maintient (voire on augmente) les pensions.

Dans le deuxième cas, ceci ne peut se faire qu'en augmentant le prélèvement sur la richesse nationale, sous forme de cotisation ou d'impôt dans le cadre d'une retraite « solidaire » (cas de la répartition ou des pensions des fonctionnaires) ou de prélèvements individuels privés dans le cadre d'une retraite par capitalisation. Dans ce cas, le système de retraite ne serait alors pas moins coûteux globalement, mais il serait très inégalitaire et, de plus, très risqué, ainsi qu'en témoigne le plongeon des fonds de pension durant la crise. En France, les systèmes de capitalisation (Perp...) gagnent progressivement du terrain, ce qui veut dire que le choix est bien d'accepter un prélèvement supplémentaire sur la richesse nationale, à condition que ce prélèvement aille vers des systèmes facultatifs et individuels. Or, ces systèmes sont inégalitaires.

Entre 1960 et 2000, la société a su absorber un choc économique et démographique bien plus violent que celui des 40 prochaines années puisque la part des retraites dans le PIB (qui a lui même augmenté) est passée de 5,4 % à 13 % , alors que le besoin de financement ferait passer le coût des retraites, selon les estimations du COR, à un niveau compris entre 13,3 et 15,7% du PIB en 2050... Tout ceci revient à dire que d'autres solutions sont possibles pour financer le système actuel de retraite, pour peu que l'on pose la question de la répartition des richesses différemment.

Le gouvernement assure vouloir maintenir le niveau des pensions, ce qui est proprement impossible dans le cadre de sa réforme (du fait du taux d'emploi des plus de 55 ans, largement inférieur à la moyenne européenne et des périodes de précarité et de chômage par exemple). Il n'assume pas le but réel de sa réforme qui se traduira par plus d'inégalités et plus de précarité. Cette réforme est donc injuste, elle est aussi inefficace.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, avec l'Union syndicale Solidaires et les fédérations des finances Solidaires aux finances, CGT finances, FO finances, CFDT finances, CFTC finances et Unsa finances, appelle les agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) à se mettre en grève le jeudi 23 septembre et à participer aux manifestations sur tout le territoire. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires met également en débat les suites de cette journée, alors que le temps presse ; nous approchons de l'heure de vérité (le vote de la réforme par les deux chambres).